

La confiance
ça se mérite

Amundi
ASSET MANAGEMENT

Rapport 2018 sur le dialogue actionnarial et l'exercice des droits de vote

Amundi Asset Management, BFT IM, CPR AM, Etoile Gestion et Société Générale Gestion

Sommaire

LA PERFORMANCE DANS UNE OPTIQUE DURABLE	3
LA SAISON DE VOTE 2018.....	4
1. ORGANISATION	5
1.1 Équipe Corporate Governance	5
1.2 Périmètres de vote	5
1.2.1 Périmètre de vote français	5
1.2.2 Périmètre de vote international	5
1.2.3 Politique de vote	5
2. EXERCICE DES DROITS DE VOTE.....	6
2.1 Répartition géographique des Assemblées	6
2.2 Statistiques de vote 2018	7
2.3 Structure des Conseils	8
2.4 Opérations sur capital	9
2.5 Rémunérations	9
2.6 Résolutions d'actionnaires	9
3. DIALOGUE ACTIONNARIAL.....	12
3.1 Système d'alertes pré-assemblée	12
3.2 Initiatives émetteurs	12
3.3 Autres aspects du dialogue actionnarial	13
4. STATISTIQUES PAR SOCIETE DE GESTION	14
4.1 Amundi AM	14
4.2 BFT IM	15
4.3 CPR AM	16
4.4 Étoile Gestion	17
4.5 Société Générale Gestion	18
5. RAPPORTS DES FONDS PRÉSENTÉS AU LABEL ISR	19
5.1 Amundi Actions Euro ISR	19
5.2 Amundi Actions Europe ISR	19
5.3 Amundi Actions USA ISR	19

LA PERFORMANCE DANS UNE OPTIQUE DURABLE

Amundi est attentive à la performance financière des entreprises dans lesquelles elle choisit d'investir. Mais cette performance ne peut être soutenable que dans une vision de long terme, associée à une gouvernance exemplaire et à une forte responsabilité sociale et environnementale de la société. C'est dans ce cadre qu'Amundi joue pleinement son rôle d'actionnaire dans l'exercice de ses droits de vote.

Notre vision de la performance financière de long terme est de créer de la valeur ajoutée pour nos clients sur l'ensemble de nos gestions. Le principe qui nous guide est de chercher à mieux appréhender la stratégie à long terme des entreprises, de mieux comprendre les obstacles et contraintes spécifiques qu'elles rencontrent et d'apprécier les modalités les plus efficaces de création de valeur pour les actionnaires, notamment minoritaires, et pour l'ensemble des parties prenantes.

Notre vision de la bonne gouvernance s'exprime au travers de notre politique de vote et notre démarche de dialogue actionnarial. La possibilité pour l'actionnaire d'assurer cette bonne gouvernance passe par la participation aux orientations essentielles de la société, notamment dans le cadre des assemblées générales. Cela implique donc de pouvoir voter de façon proportionnelle à la détention du capital et de ne pas être confronté à des mécanismes de limitation ou de protection qui permettraient à la société de contourner le pouvoir de décision de ses actionnaires.

Nous devons également nous assurer que les instances d'administration et de surveillance de la société contrôlent les orientations de l'activité et veillent à leur bonne mise en œuvre. Cela implique de se prononcer sur l'équilibre du Conseil ainsi que sur la qualité individuelle et l'implication des membres qui le composent.

Nous restons vigilants à ce que les Conseils alignent l'intérêt des dirigeants et ceux des actionnaires, notamment au travers des rémunérations. Ces principes de vote et le dialogue actionnarial que nous établissons avec les sociétés contribuent à l'amélioration des pratiques de gouvernance.

Notre vision de la responsabilité sociale et environnementale est fondée sur une vision globale des sociétés dans lesquelles nous investissons, associant l'aspect financier et extra-financier, permettant ainsi une évaluation de leur valeur intrinsèque et de leur performance économique de long terme. Amundi a mis en place un processus formalisé, transparent et traçable, d'analyse des critères ESG qui permet de noter les émetteurs sur une échelle de A à G. Ces critères extra-financiers sont également intégrés dans la politique de vote et le dialogue actionnarial.

LA SAISON DE VOTE 2018

La saison de vote 2018 a été très active, nous avons ainsi voté à 2 960 Assemblées Générales ou Extraordinaires (« Les assemblées ») en progression de 13% par rapport à l'année précédente.

Amundi a conduit 202 dialogues et alertes avec des émetteurs, majoritairement européens, à comparer à 233 sur l'exercice précédent. On observe un accroissement du dialogue actionnarial avec les émetteurs européens hors-France et une diminution sur le périmètre français.

Notre taux d'opposition s'établit à 15% en 2018, en baisse de 2 points par rapport à l'exercice précédent. La répartition des thèmes d'opposition est relativement stable. (Cf. Tableau intitulé « Répartition thématique des votes d'opposition » en page 6)

Dans la mesure du possible, Amundi s'efforce d'alerter les émetteurs en cas d'intention d'un vote d'opposition, la plupart du temps par l'envoi d'un mail préalablement à la tenue de l'Assemblée Générale.

La saison 2018 s'est globalement caractérisée par des votes d'opposition pour trois principaux motifs :

- Manque de féminisation des conseils
- Pratiques de rémunération contestables
- Manque de réactivité du Conseil par rapport aux votes négatifs des actionnaires.

Les votes emblématiques de la saison de vote 2018 d'Amundi ont été les suivants :

- Opposition aux conditions de départ de l'ancien dirigeant de Carrefour
- Opposition à la convention réglementée d'un administrateur de Vinci
- Opposition à l'augmentation de capital de RWE
- Abstention sur la décharge du « Management Board » de Bayer (suite à l'acquisition de Monsanto)
- Approbation de la résolution d'un actionnaire minoritaire afin de réduire le caractère indépendant du Conseil d'EDP Renouvelable
- Abstention sur la rémunération des membres du management de Crédit Suisse

1. ORGANISATION

1.1 Équipe Corporate Governance

La fonction de vote aux assemblées générales est centralisée au sein de l'équipe Corporate Governance pour Amundi Asset Management, Société Générale Gestion (S2G), Etoile Gestion (ETG), CPR AM et BFT IM.

L'équipe Corporate Governance analyse les résolutions présentées aux assemblées générales d'actionnaires en liaison avec les gérants, analystes financiers, extra-financiers et, le cas échéant, les émetteurs : elle détermine ainsi les intentions de vote. Lorsque les dossiers ou résolutions le justifient, elle organise et convoque un comité de vote pour arriver à cette détermination. Le détail de cette organisation est précisé dans le document spécifique « Politique de vote ».

1.2 Périmètres de vote

1.2.1 Périmètre de vote français

Les fonds votants ont participé à toutes les AG des sociétés européennes dès lors qu'ils en détenaient en portefeuilles.

1.2.2 Périmètre de vote international

Dans un souci d'efficacité de notre vote, il a été décidé de fixer le périmètre hors Europe à l'ensemble des entreprises où notre vote représente au minimum 0,05% du capital. Amundi se laisse la possibilité de voter dans les assemblées qui lui paraissent importantes même en deçà de ce plancher déjà volontairement très bas afin d'être actif sur l'essentiel des assemblées générales. Par ailleurs, pour certains mandats, à la demande des clients, nous votons aux assemblées de toutes les sociétés dont nous détenons des actions en portefeuille.

1.2.3 Politique de vote

La politique de vote d'Amundi, mise en œuvre depuis 1996, est révisée chaque année.

2. EXERCICE DES DROITS DE VOTE

Notre activité répond aux règles de bonne conduite applicables aux sociétés de gestion de portefeuille, édictées par l'AMF depuis la loi de sécurité financière de 2003, ainsi qu'aux Principes pour l'Investissement Responsable (PRI) dont Amundi est signataire. Au cours de l'année 2018, nous avons voté 2960 assemblées.

Les assemblées votées se répartissent entre les cinq sociétés de gestion de la façon suivante :

Amundi AM	BFT IM	CPR AM	ETG	S2G	Global *
2787	162	1223	589	878	2960

* A noter : la somme des assemblées votées par chaque société de gestion est supérieure au résultat global en raison des assemblées de sociétés détenues simultanément par l'ensemble des sociétés de gestion ou par plusieurs d'entre-elles.

2.1 Répartition géographique des Assemblées

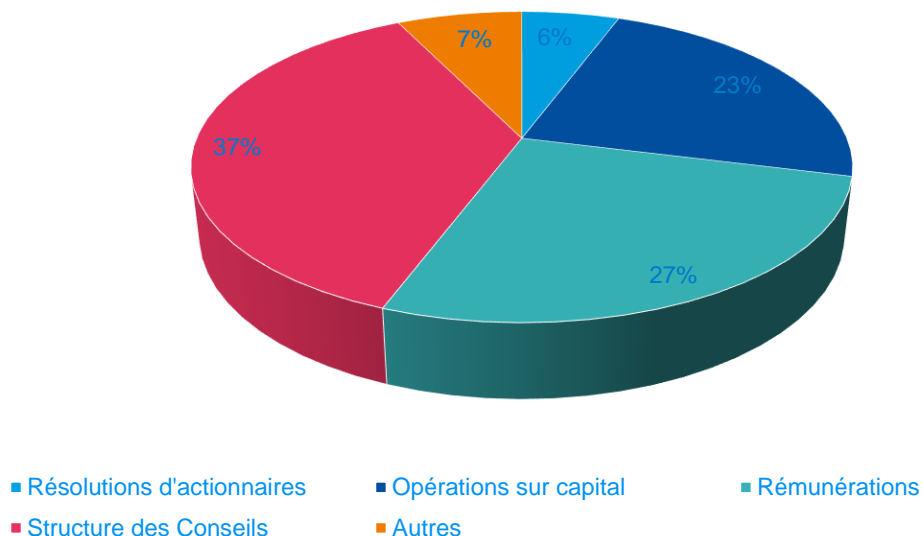
Répartition géographique des Assemblées Générales		
	2018	2017
Europe	38%	43%
<i>dont France</i>	9%	9%
<i>dont Royaume-Uni</i>	6%	7%
Amérique du Nord	28%	26%
<i>dont Etats-Unis</i>	21%	20%
Asie	26%	22%
<i>dont Japon</i>	10%	8%
Océanie	4%	4%
Amérique du Sud	3%	4%
Afrique	1%	1%

2.2 Statistiques de vote 2018

Nous avons analysé 35 285 résolutions selon les principes de notre politique de vote. Nous nous sommes opposés à 15% des recommandations de votes proposées par les émetteurs.

Statistiques de vote		
	2018	2017
Assemblées votées	2 960	2 623
<i>dont France</i>	253	249
<i>dont International</i>	2 707	2 374
Assemblées votées avec au moins un vote d'opposition	63%	76%
Résolutions votées	35 285	32 771
Votes d'opposition/résolutions	15%	17%
<i>dont abstentions</i>	1%	3%
Répartition thématique des votes d'opposition		
	2018	2017
Structure des Conseils	37%	38%
Rémunérations	27%	27%
Opérations sur capital	23%	19%
Résolutions d'actionnaires	6%	6%
Autres	7%	10%

Répartition thématique des votes d'opposition



2.3 Structure des Conseils

Le choix des administrateurs est la première de nos prérogatives. Notre objectif vise à la constitution de Conseil d'Administration équilibré, responsable, engagé et efficace. Cette thématique est structurellement le premier contributeur de nos votes d'opposition avec 37% en 2018. Elle recouvre des questions d'organisation des Conseils en termes de séparation des pouvoirs de direction et de surveillance, de fonctionnement des comités spécialisés, de surveillance d'administrateurs libres d'intérêts, disponibles pour assurer leur fonction.

Nos votes d'opposition proviennent pour une large part du refus de candidatures d'administrateurs lorsque nous estimons le taux d'indépendance des Conseils insuffisant au regard de notre politique de vote. Par ailleurs, la responsabilité individuelle des administrateurs, dans les cas de défaillances de gouvernance, est une cause d'opposition en progression. Cela se traduit par des votes contre dans les cas suivants :

- Les membres des comités de rémunération dans le cas de non de réactivité de leur part suite à une opposition forte sur des questions de rémunérations.
- Les présidents de comités de nomination en cas d'absence de diversité au Conseil en l'absence de justifications suffisantes
- Les membres de comités d'audit en cas de dysfonctionnements graves de la gestion des risques.

Société	Pays	Résolution	Vote	Contexte
BAYER AG	ALLEMAGNE	Approuver la décharge du Directoire pour l'exercice 2017	●	En raison d'enjeux ESG (Gouvernance) concernant les pesticides néoniques, nous avons maintenu notre vote ABSTENTION sur la décharge du Conseil après notre dialogue avec la société.

● Pour ● Abstention ● Contre

2.4 Opérations sur capital

Cette thématique, avec 23% des votes d'opposition, couvre des augmentations de capital présentant le risque d'une dilution excessive au regard des critères de notre politique de vote, des mesures anti-OPA comme les rachats d'actions, le maintien d'autorisations d'augmentations de capital en période d'OPA, ou différentes « poison pills » utilisées localement.

Société	Pays	Résolution	Vote	Contexte
RWE AG	ALLEMAGNE	Approuver la création d'un pool de capitaux de 315 millions d'euros avec exclusion partielle des droits préférentiels de souscription	●	Nous avons voté CONTRE la proposition en raison d'une augmentation de capital excessive (>10%) sans droits préférentiels de souscription, la société ne nous ayant pas fourni de raison suffisante qui aurait pu nous amener à modifier notre vote.

● Pour ● Abstention ● Contre

2.5 Rémunérations

Cette thématique, avec 27% de nos votes d'opposition, concerne selon les pays, les approbations des plans de rémunérations, le « Say on Pay », les autorisations d'options/actions de performance, les indemnités de départ, les retraites supplémentaires et autres formes de rémunérations diverses ou indirectes.

Société	Pays	Résolution	Vote	Contexte
CARREFOUR	FRANCE	Approuver la rémunération du Président-Directeur Général, jusqu'au 18 juillet 2017 Approuver la rémunération du nouveau Président-Directeur Général, depuis le 18 juillet 2017	●	Nous avons voté CONTRE les deux propositions pour les raisons suivantes : - indemnité de départ jugée excessive pour l'ancien PDG - période de performance insuffisante (2 ans alors que notre recommandation était de 3 ans)

● Pour ● Abstention ● Contre

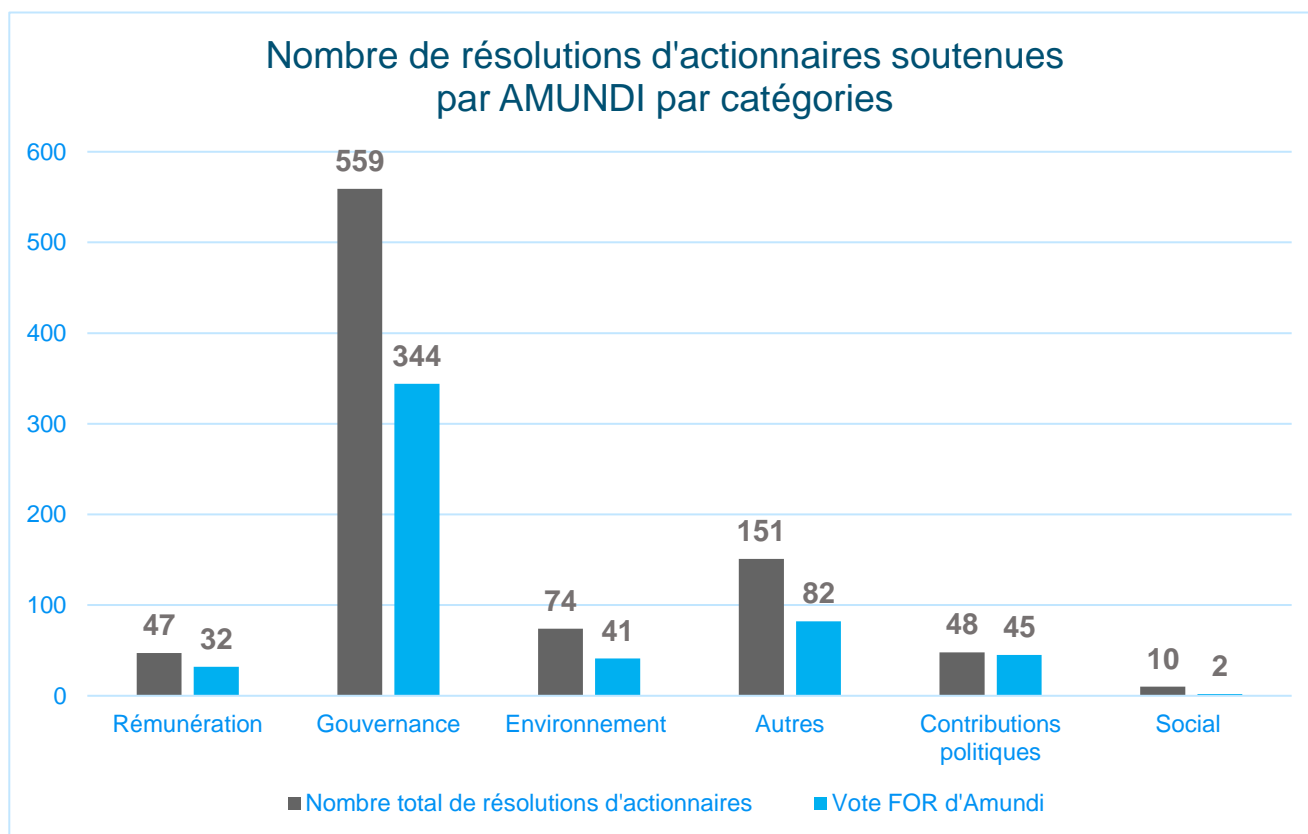
2.6 Résolutions d'actionnaires

En 2018, nous avons soutenu **546** résolutions d'actionnaires, soit 61% des 889 résolutions examinées. Nous nous sommes également abstenus sur **27** d'entre elles, soutenant la problématique abordée, mais avec des réserves sur des formulations parfois inadéquates aux contraintes de la société.

Les votes d'Amundi sur les résolutions d'actionnaires se comparent comme ci-dessous aux recommandations du management :

Nombre total de résolutions d'actionnaires soutenues	546	
<i>dont</i>	290	Lorsque le Management recommandait un vote " CONTRE "
	85	Lorsque le Management recommandait un vote " POUR "
	170	Lorsque le management n'émettait AUCUNE recommandation
	1	Lorsque le Management recommandait un vote " ABSTENTION "

Nombre total de résolutions d'actionnaires pour lesquelles Amundi s'est abstenue	27	
<i>dont</i>	2	Lorsque le Management recommandait un vote " CONTRE "
	25	Lorsque le Management n'émettait AUCUNE recommandation
Nombre total de résolutions d'actionnaires pour lesquelles Amundi a voté " CONTRE "	245	
<i>dont</i>	147	Lorsque le Management recommandait un vote " CONTRE "
	12	Lorsque le Management recommandait un vote " POUR "
	86	Lorsque le Management n'émettait AUCUNE recommandation



Exemples de résolutions d'actionnaires soutenues par Amundi

Société	Pays	Résolution	Vote	Contexte
EDP Renovaveis	ESPAGNE	Nomination d'un membre du conseil d'administration, M. Alejandro Fernandez de Araoz Gomez Acebo, par l'exercice du droit de représentation proportionnelle des actionnaires groupés, géré par Axxion SA et Massachusetts Financial Services	●	Nous avons soutenu la proposition des actionnaires demandant la nomination d'un représentant issu d'un groupe d'actionnaires minoritaires ; le conseil d'administration non exécutif était entièrement composé d'administrateurs indépendants.
RIO TINTO LTD	AUSTRALIA	Que la société évalue et rende compte de ses politiques publiques y compris par l'intermédiaire des associations professionnelles, en matière d'énergie et de changement climatique.	●	Cette proposition a été co-déposée par ACCR, Local Government Super, the Church of England Pensions Board, and the Seventh Swedish National Pension Fund. Nous sommes convaincus que l'argumentaire des co-déposants déclarant que l'appartenance à des organisations professionnelles pouvait, au fil du temps, être de nature à diminuer la valeur pour les actionnaires, notamment en raison de l'exposition de la société aux risques liés au climat et à l'instabilité énergétique. Ces adhésions devraient être réexaminées afin de résilier celles n'ayant pas favorisé les intérêts de la Société.

● Pour ● Abstention ● Contre

3. DIALOGUE ACTIONNARIAL

Dans sa démarche d'actionnaire responsable, Amundi s'est engagée dans un dialogue actionnarial vis-à-vis des sociétés dans lesquelles elle investit. Ce dialogue actionnarial se traduit par :

- Un système de pré-alerte initié par l'équipe Corporate Governance.
- Un dialogue direct à l'initiative d'Amundi ou des émetteurs.

Ce dialogue actionnarial vise à contribuer à l'amélioration des pratiques des sociétés.

Statistiques de dialogue actionnarial		
	2018	2017
Alertes pré-AG	70	85
Initiatives émetteurs	132	148
Total alertes + initiatives	202	233
<i>France</i>	58	99
<i>International</i>	144	134

3.1 Système d'alertes pre-Assemblée

Amundi a mis en place un processus de dialogue actionnarial consistant à avertir, dans la mesure du possible en amont de l'assemblée, les entreprises pour lesquelles certaines résolutions seraient susceptibles d'entraîner un vote négatif de notre part. Cette procédure, initialement concentrée sur les sociétés du SBF120, a été élargie, depuis 2009, à un groupe de grandes sociétés européennes, puis en 2013, à quelques sociétés internationales.

En 2018, Amundi a envoyé 70 lettres d'alertes aux émetteurs sur une ou plusieurs résolutions contestables afin d'initier un dialogue avec les sociétés concernées.

3.2 Initiatives émetteurs

À ce système d'alertes, il faut ajouter les sollicitations des émetteurs qui souhaitent sonder notre position sur certaines résolutions avant même l'annonce des assemblées (lors du travail en amont de projets de résolutions) ou, de façon plus précise, dès la publication officielle des résolutions présentées en assemblée.

Ces échanges ont pour but de :

- Préparer la venue de l'assemblée,
- Recueillir notre avis sur les futures résolutions soumises au vote,
- Connaître notre analyse par rapport à certains points de notre politique de vote,
- Contribuer à la diffusion des bonnes pratiques de gouvernance de place,
- Engager un dialogue en amont avec les entreprises qui le souhaitent.

En 2018, on constate une légère baisse des réunions à l'initiative des entreprises avec 132 rencontres.

3.3 Autres aspects du dialogue actionnarial

- **Participation aux Assemblées** en tant que scrutateur.
- **Participation d'Amundi aux consultations publiques** sur les sujets de gouvernance et du dialogue actionnarial.
- **Participation aux travaux de la commission « Gouvernement d'entreprise » de l'AFG** et contribution indirecte à certaines consultations.
- **Participation aux études et groupes de travail** des agences en conseil de vote (Proxinvest, ISS, Glass Lewis) afin d'améliorer leurs référentiels de vote.
- **Participation à divers groupes de travail de place et conférences** afin de contribuer à l'amélioration des pratiques de gouvernance et d'engagement actionnarial.

4. STATISTIQUES PAR SOCIÉTÉ DE GESTION

4.1 Amundi AM

Au cours de l'année 2018, Amundi AM a voté à 2787 assemblées.

Statistiques de vote	
	2018
Assemblées votées	2 787
Assemblées votées avec au moins un vote d'opposition	62%
Résolutions votées	32993
Votes d'opposition aux résolutions	15%
Répartition Thématique des votes d'opposition	
Structure des Conseils	39%
Rémunérations	26%
Opérations sur capital	21%
Résolutions d'actionnaires	6%
Autres	8%
Répartition géographique	
Europe	47%
Amérique du Nord	21%
Asie	25%
Amérique du Sud	5%
Afrique	1%
Océanie	1%

Cas dans lesquels la société de gestion de portefeuille a estimé ne pas pouvoir respecter les principes fixés dans son document « politique de vote » :

Nous n'avons pas décelé de cas de conflits avec les principes de notre politique de vote.

Situations de conflits d'intérêts que la société de gestion de portefeuille a été conduite à traiter lors de l'exercice des droits de vote attachés aux titres détenus par les organismes de placement collectif (OPC) qu'elle gère :

Nous n'avons pas eu à résoudre de conflit d'intérêts au cours de cet exercice.

4.2 BFT IM

Au cours de l'année 2018, BFT IM a voté à 162 assemblées.

Statistiques de vote	
	2018
Assemblées votées	162
Assemblées votées avec au moins un vote d'opposition	61%
Résolutions votées	2 677
Votes d'opposition aux résolutions	15%
Répartition thématique des votes d'opposition	
Résolutions d'actionnaires	3%
Opérations sur Capital	38%
Rémunérations	38%
Structure des Conseils	16%
Autres	5%
Répartition géographique	
Europe	100%
Amérique du Nord	3%
Afrique	2%

Cas dans lesquels la société de gestion de portefeuille a estimé ne pas pouvoir respecter les principes fixés dans son document « politique de vote » :

Nous n'avons pas décelé de cas de conflits avec les principes de notre politique de vote.

Situations de conflits d'intérêts que la société de gestion de portefeuille a été conduite à traiter lors de l'exercice des droits de vote attachés aux titres détenus par les OPC qu'elle gère :

Nous n'avons pas eu à résoudre de conflit d'intérêts au cours de cet exercice.

4.3 CPR AM

Au cours de l'année 2018, CPR AM a voté à 1223 assemblées.

Statistiques de vote	
	2018
Assemblées votées	1 223
Assemblées votées avec au moins un vote d'opposition	65%
Résolutions votées	16 749
Votes d'opposition aux résolutions	14%
Répartition thématique des votes d'opposition	
Résolutions d'actionnaires	8%
Opérations sur Capital	21%
Rémunérations	29%
Structure des Conseils	35%
Autres	7%
Répartition géographique	
Europe	59%
Amérique du Nord	18%
Asie	19%
Amérique du Sud	2%
Afrique	1%
Océanie	1%

Cas dans lesquels la société de gestion de portefeuille a estimé ne pas pouvoir respecter les principes fixés dans son document « politique de vote » :

Nous n'avons pas décelé de cas de conflits avec les principes de notre politique de vote.

Situations de conflits d'intérêts que la société de gestion de portefeuille a été conduite à traiter lors de l'exercice des droits de vote attachés aux titres détenus par les OPC qu'elle gère :

Nous n'avons pas eu à résoudre de conflit d'intérêts au cours de cet exercice.

4.4 Étoile Gestion

Au cours de l'année 2018, ETOILE GESTION a voté lors 589 assemblées.

Statistiques de vote	
	2018
Assemblées votées	589
Assemblées votées avec au moins un vote d'opposition	64%
Résolutions votées	9 432
Votes d'opposition aux résolutions	14%
Répartition thématique des votes d'opposition	
Résolutions d'actionnaires	4%
Opérations sur Capital	29%
Rémunérations	35%
Structure des Conseils	24%
Autres	8%
Répartition géographique	
Europe	92.5%
Amérique du Nord	7%
Autres	0.5%

Cas dans lesquels la société de gestion de portefeuille a estimé ne pas pouvoir respecter les principes fixés dans son document « politique de vote » :

Nous n'avons pas décelé de cas de conflits avec les principes de notre politique de vote.

Situations de conflits d'intérêts que la société de gestion de portefeuille a été conduite à traiter lors de l'exercice des droits de vote attachés aux titres détenus par les OPC qu'elle gère :

Nous n'avons pas eu à résoudre de conflit d'intérêt au cours de cet exercice.

4.5 Société Générale Gestion

Au cours de l'année 2018, SOCIETE GENERALE Gestion a voté à 878 assemblées.

Statistiques de vote	
	2018
Assemblées votées	878
Assemblées votées avec au moins un vote d'opposition	66%
Résolutions votées	12 785
Votes d'opposition aux résolutions	13%
Répartition thématique des votes d'opposition	
Résolutions d'actionnaires	4%
Opérations sur le Capital	21%
Rémunérations	32%
Structure des Conseils	36%
Autres	7%
Répartition géographique	
Europe	75%
Amérique du Nord	9%
Asie	15%
Autres	1%

Cas dans lesquels la société de gestion de portefeuille a estimé ne pas pouvoir respecter les principes fixés dans son document « politique de vote » :

Nous n'avons pas décelé de cas de conflits avec les principes de notre politique de vote.

Situations de conflits d'intérêts que la société de gestion de portefeuille a été conduite à traiter lors de l'exercice des droits de vote attachés aux titres détenus par les OPC qu'elle gère :

Nous n'avons pas eu à résoudre de conflit d'intérêt au cours de cet exercice.

5. RAPPORTS DES FONDS PRESENTES AU LABEL ISR

5.1 Amundi Actions Euro ISR

Statistiques de vote	
	2018
Assemblées votées	121
Assemblées votées avec au moins un vote d'opposition	51%
Résolutions votées	1 901
Votes d'opposition aux résolutions	10%
Répartition thématique des votes d'opposition	
Structure des Conseils	26%
Rémunérations	37%
Opérations sur capital	31%
Résolutions d'actionnaires	1%
Autres	5%

5.2 Amundi Actions Europe ISR

Statistiques de vote	
	2018
Assemblées votées	190
Assemblées votées avec au moins un vote d'opposition	58%
Résolutions votées	3 387
Votes d'opposition aux résolutions	8%
Répartition thématique des votes d'opposition	
Structure des Conseils	28%
Rémunérations	34%
Opérations sur capital	26%
Résolutions d'actionnaires	1%
Autres	11%

5.3 Amundi Actions USA ISR

Statistiques de vote	
	2018
Assemblées votées	65
Assemblées votées avec au moins un vote d'opposition	46%
Résolutions votées	799
Votes d'opposition aux résolutions	6%
Répartition thématique des votes d'opposition	
Structure des Conseils	24%
Rémunérations	21%
Opérations sur capital	6%
Résolutions d'actionnaires	49%
Autres	0%

Liste des engagements 2018 (alertes et initiatives émetteurs)

SOCIETE	PAYS
ABB Ltd	SUISSE
ABERTIS	ESPAGNE
ACCOR	FRANCE
ACS ACTIVIDADES	ESPAGNE
ADIDAS AG	ALLEMAGNE
ADMIRAL GROUP Plc	ROYAUME-UNI
AEGON NV	PAYS-BAS
AHOLD DELHAIZE	PAYS-BAS
AIR France	FINLANDE
AIR LIQUIDE SA	FRANCE
AIRBUS SE	PAYS-BAS
AKZO NOBEL	PAYS-BAS
ALBIOMA	FRANCE
ALLIANZ SE	ALLEMAGNE
ALPHABANK 1 et 2	GRECE
AMADEUS IT	ESPAGNE
ANHEUSER BUSCH INBEV	BELGIQUE
APERAM	LUXEMBOURG
APPLUS SERVICES	ESPAGNE
ARCELOR MITTAL	LUXEMBOURG
ARKEMA	FRANCE
ASML HOLDING NV	PAYS-BAS
ATOS	FRANCE
AXA SA	FRANCE
BANCO SABADELL	ESPAGNE
BANCO SANTANDER SA	ESPAGNE
BANKINTER SA	ESPAGNE
BASF SE	ALLEMAGNE
BAYER	ALLEMAGNE
BBVA	ESPAGNE
BCP	PORTUGAL
BMW	ALLEMAGNE
BNP PARIBAS	FRANCE
BOUYGUES SA	FRANCE
CAIXABANK S.A	ESPAGNE
CAP GEMINI	FRANCE
CAPGEMINI SE	FRANCE
CARLSBERG	PAYS-BAS
CARREFOUR	FRANCE
CASINO	FRANCE
CASTELLUM	SUEDE
CNP	FRANCE
COMMERZBANK AG	ALLEMAGNE
CONTINENTAL AG	ALLEMAGNE
CREDIT AGRICOLE	FRANCE
CRH Plc	ROYAUME-UNI
DAIMLER AG	ALLEMAGNE
DANONE	FRANCE

SOCIETE	PAYS
DEUTSCHE BANK	ALLEMAGNE
DEUTSCHE EUROSHOP	ALLEMAGNE
DIRECT LINE INSURANCE GROUP	ROYAUME-UNI
DSM	PAYS-BAS
E.ON SE	ALLEMAGNE
EDF	FRANCE
ELIOR	FRANCE
ENAGAS SA	ESPAGNE
ENI SPA	ITALIE
EURAZEO SA	FRANCE
EUROCOMMERCIAL NV	PAYS-BAS
EUROFINS SCIENTIFIC	LUXEMBOURG
FAURECIA	FRANCE
FERROVIAL	ESPAGNE
FINECO BANK	ITALIE
FONCIERE DES REGIONS	FRANCE
FRESENIUS MEDICAL CARE	ALLEMAGNE
FRESENIUS SE & CO KGAA	ALLEMAGNE
Gas Natural/Naturgy	ESPAGNE
GAZPROM (shp)	RUSSIE
GBL	BELGIQUE
GEBERIT	SUISSE
GECINA	FRANCE
GEMALTO	PAYS-BAS
GENERALI	ITALIE
GENFIT	FRANCE
GEORG FISHER	SUISSE
GETLINK	FRANCE
GOLDMAN SACHS GROUP INC	ETATS-UNIS
GROUPE ADP	FRANCE
HEINEKEN NV	PAYS-BAS
HUFVUDSTADEN AB	SUEDE
IBERDROLA	ESPAGNE
ILIAD SA	FRANCE
ING GROEP NV	PAYS-BAS
INGENICO	FRANCE
INTESA SAN PAOLO	ITALIE
JERONIMO MARTINS	ESPAGNE
KBC GROUP	PAYS-BAS
KERING	FRANCE
KERRY GROUP PLC	ROYAUME-UNI
KESKO	FINLANDE
KLEPIERRE	FRANCE
KONE	FINLANDE
KONINKLIJKE PHILIPS NV	PAYS-BAS
KORIAN	FRANCE
KPN	PAYS-BAS
KUEHNE + NAGEL INTL AG	ALLEMAGNE
LAFARGE HOLCIM	SUISSE

SOCIETE	PAYS
LAGARDERE	FRANCE
LANXESS	ALLEMAGNE
LINDE	ALLEMAGNE
LONZA GROUP AG	SUISSE
L'OREAL	FRANCE
LVMH	FRANCE
MAN SE	ALLEMAGNE
MBB	ALLEMAGNE
MEDIASET	ESPAGNE
MERCK KGAA	ALLEMAGNE
MERLIN PROPERTIES	ESPAGNE
METRO	ALLEMAGNE
MICHELIN	FRANCE
MTU	ALLEMAGNE
MUENCHENER RUECKVER AG	ALLEMAGNE
NESTLE	SUISSE
NEXANS	FRANCE
NEXITY	FRANCE
NOKIA	FINLANDE
NOVARTIS	SUISSE
NOVO NORDISK	DANEMARK
NOVOZYMES	DANEMARK
NTT	JAPON
NTT COMPANY	JAPON
ORANGE	FRANCE
ORKLA ASA	NORVEGE
OSRAM	ALLEMAGNE
PEKAO BANK	POLOGNE
PERNOD RICARD SA	FRANCE
PROXIMUS	BELGIQUE
QIAGEN NV	PAYS-BAS
RENAULT SA	FRANCE
REPSOL SA	ESPAGNE
REXEL	FRANCE
RTL GROUP	BELGIQUE
RUBIS	FRANCE
RWE	ALLEMAGNE
S&T AG	AUTRICHE
SAF HOLLAND SA	PAYS-BAS
SAFRAN SA	FRANCE
SAINT GOBAIN	FRANCE
SAMSUNG ELECTRONICS	COREE DU SUD
SANOFI	FRANCE
SAP SE	ALLEMAGNE
SCHAFFLER	ALLEMAGNE
SCHNEIDER ELECTRIC SE	FRANCE
SCOR SE	FRANCE
SES SA	LUXEMBOURG
SIEMENS	ALLEMAGNE

SOCIETE	PAYS
SIEMENS GAMESA	ALLEMAGNE
SIKA	SUISSE
SMURFIT KAPPA	IRLANDE
SOCIETE GENERALE SA	FRANCE
SODEXO SA	FRANCE
SOLVAY SA	BELGIQUE
SOPRA STERIA	FRANCE
ST MICROELECTRONICS NV	PAYS-BAS
STRAUMANN HOLDING AG	SUISSE
SWISS LIFE	SUISSE
SWISS RE	SUISSE
TAG IMMOBILIEN	ALLEMAGNE
TECHNIP FMC plc	ETATS-UNIS
TELEFONICA SA	ESPAGNE
TELEKOM AUSTRIA	AUTRICHE
TELENOR ASA	NORVEGE
TELEPERFORMANCE	FRANCE
THALES SA	FRANCE
THYSSEN	ALLEMAGNE
TOTAL SA	FRANCE
TUI	ALLEMAGNE
UBISOFT	FRANCE
UBS GROUP AG	SUISSE
UCB SA	BELGIQUE
UMICORE	BELGIQUE
UNIBAIL-RODAMCO SE	PAYS-BAS
UNICREDIT SPA	ITALIE
UNILEVER NV	PAYS-BAS
UNIPER	ALLEMAGNE
VALEO SA	FRANCE
VALLOUREC	FRANCE
VEOLIA Environnement	FRANCE
VINCI	FRANCE
VISCOFAN	ESPAGNE
VIVENDI	FRANCE
VOLVO AB	SUEDE
WENDEL	FRANCE
WERELDHAVE NV	PAYS-BAS
ZEALAND PHARMA	PAYS-BAS
ZURICH INSURANCE	SUISSE

L'intégralité de nos votes, résolution par résolution, est publiée dans une annexe séparée, disponible au même endroit que ce document sur le site internet d'Amundi.

Pour plus d'informations, vous pouvez contacter :

Stéphane Taillepiéd

Responsable Corporate Governance
+33 1 76 33 58 21
stephane.taillepiéd@amundi.com

Olivier Desnos

Analyste Corporate Governance
+33 1 76 33 91 57
olivier.desnos@amundi.com

Dominick Barry

Analyste Corporate Governance
+33 1 76 33 22 47
dominick.barry@amundi.com

Frédérique Debril

Analyste Corporate Governance
+33 1 76 32 39 95
Frederique.debril@amundi.com

MENTIONS LÉGALES

Amundi Asset Management

Société par Actions Simplifiée — SAS au capital de 1 086 262 605 euros — Société de Gestion de Portefeuille agréée par l'AMF sous le n° GP 04000036.

Siège social : 90, boulevard Pasteur — 75015 Paris — France.

Adresse postale : 90, boulevard Pasteur CS21564 75730 Paris Cedex 15 — France.

Tél. +33 (0)1 76 33 30 30 — Site Internet : www.amundi.fr

Siren : 437 574 452 RCS Paris — Siret : 43757445200029 — Code APE : 6630 Z — N° Identification TVA : FR58437574452.